



Leur société est malade ? qu'elle crève !

Les réformes que la France connaît depuis quelques années font partie d'une logique globale d'évolution de la société, bien ancrée dans une vision politique capitaliste et autoritaire.

Petit tour d'horizon des réformes en cours et des luttes qui s'expriment pour y faire face.

Le gouvernement continue ses attaques contre le service public et en particulier contre la santé, l'éducation nationale et les universités afin de réaliser des économies après les différents cadeaux fait aux banques et aux patrons (notamment aux constructeurs automobile).

L'Etat veut mettre l'école et les facs au service des patrons et du profit immédiat : dans les lycées il y a une volonté de réduire les options. Pour les Bac Pro, c'est ¼ des heures d'enseignement qui sera supprimé, des filières spécifiques aux besoins des entreprises (section EDF, SNCF, etc...) ouvrent dans le seul but de créer une main-d'œuvre corvéable à merci. La suppression des IUFM par la destruction des CAPES sonne le glas de tout enseignement pédagogique pour les futurs profs. Toujours dans un but de profit, l'Etat espère mettre les facs en concurrence par la création de « pôles d'excellences » afin d'axer la recherche pour les besoins des entreprises, hiérarchisant ainsi les matières étudiées selon des critères de rentabilité.

L'école qui était déjà un lieu de reproduction des inégalités sociales, de l'apprentissage de la hiérarchie et qui était censée former des « citoyens responsables » va à présent vers une école qui se veut formatrice de futurs salariés, d'une main-d'œuvre aisément exploitable par le patronat, où les savoirs dispensés n'ont d'autre but que de répondre aux exigences des entreprises.

Le secteur de la santé est en grève dans de nombreuses villes depuis plus d'un mois, grève essentiellement menée par les médecins urgentistes qui demandent un renforcement des effectifs et des moyens matériels et financiers à la hauteur de leurs besoins, pour pouvoir travailler correctement.

A la Poste un mouvement est mené depuis plusieurs mois contre la privatisation du service public et la représentativité des syndicats.

Dans le secteur privé, les travailleuses et travailleurs mènent de nombreuses grèves, au sein de leurs entreprises, pour lutter contre les plans de licenciement et les délocalisations de leurs usines à l'étranger. En effet, l'Assurance Chômage annonce déjà plus de 400 000 chômeu-se-r-s en France pour l'année qui

vient, alors que le gouvernement nous promet du travail. Elles/Ils luttent aussi contre la dégradation des conditions de travail qui touche tous les secteurs de métier. Ces conditions imposent trop d'heures de travail, la pression venant du haut de la hiérarchie dans l'entreprise, la répression contre les syndiqués, la spécification de la personne dans la chaîne de production qui la déshumanise ; moins de temps pour vivre, plus pour produire, en somme devenir rentable au patronat! La seule solution pour s'en sortir est bien la lutte!

Face à ces attaques contre les différents secteurs qui partagent les mêmes revendications, une convergence des luttes est logique et nécessaire, comme le montre la mobilisation du 29/01/09 qui a rassemblé 2.5 millions de personnes dans les rues... Les impressionnantes manifestations interprofessionnelles et le taux de grève élevé de ce jour sont des démonstrations de force pour mettre la pression sur le gouvernement. Nous avons ainsi prouvé que les travailleu-se-r-s sont prêt-e-s à lutter pour des conditions de vie plus humaines, mais cela ne suffira pas. S'attaquer au gouvernement Sarkozy est un moyen pour les syndicats de contourner le problème sans s'attaquer à la racine de celui-ci : le système capitaliste. Il y a des changements radicaux à apporter à la société et ces changements ne se feront que par une révolution sociale et libertaire.

Face à ce mouvement qui remet en cause le capitalisme en crise, l'Etat envoie les flics pour protéger ses intérêts. Ces derniers temps la police se fait de plus en plus agressive comme à Lyon lors d'une manifestation lycéenne où 38 personnes ont été interpellées et une condamnation de 8 mois ferme a été prononcée. Les dispositifs policiers se font de plus en plus impressionnants (la BAC dans et autour des cortèges, effectifs policiers surdimensionnés etc...).

Pour légitimer son action, le gouvernement cherche à criminaliser le mouvement par le choix du vocabulaire utilisé dans les médias, des termes comme « terroristes », « prise d'otage par les syndicats » se font monnaie courante pour taxer les contestataires.

Ne nous laissons pas terroriser par l'Etat et ses chiens, organisons-nous !



Une école pour quoi faire ?

L'école est toujours présentée comme l'apprentissage de la citoyenneté, il est alors inquiétant de voir comment on forme les futurs citoyens.

Les inégalités sont plus que jamais présentes puisque le choix du cursus, professionnel ou général, se fait en fonction du milieu social d'où provient l'enfant. Ainsi la belle idéologie de l'école comme apprentissage de l'égalité et de la démocratie ressemble plus à l'apprentissage d'un rôle social prédéterminé et de l'inégalité.

L'enseignement devrait aussi permettre le développement d'un esprit critique nécessaire au fonctionnement démocratique. Mais la réduction du « socle commun » de connaissances nuit au développement de la réflexion et tend ainsi à réduire la capacité de lutte des futurs salariés pour permettre une meilleur exploitation.

Toutefois, ce modèle là convient parfaitement à une société se souciant peu de l'égalité entre ses citoyens car la base de son fonctionnement repose sur la division des individus en classes sociales, facteur d'inégalité.

Il nous semble impossible de penser une société différente sans modifier le fonctionnement de l'école. En effet, elle nous semble le meilleur moyen pour apprendre aux enfants à vivre, à fonctionner ensemble. Le modèle d'autogestion devrait être appliqué dans les cours, permettant aux élèves de s'investir dans une structure qu'ils utilisent. Le choix du programme de cours est décidé collectivement, on résout les problèmes entre individus en classe, répartition des tâches nécessaires au fonctionnement de l'école, etc. N'est ce pas la base de la démocratie : avoir la capacité d'intervenir dans le fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons ?

Favoriser le dialogue entre enseignant et élèves afin de respecter leurs choix et permettre une réelle émancipation de l'individu.

Nous souhaitons faire de l'école la première expérience de la démocratie directe, ne pas la réduire à un simple apprentissage, pour permettre aux futurs citoyens de prendre en main leur vie tout en apprenant à fonctionner avec les autres.



Le Groupe Durruti est un groupe lyonnais étudiants & lycéens. Nous sommes des individus réunis sur des bases anarchistes (antiautoritarisme, autogestion, antifascisme, anticapitalisme, libre fédéralisme, etc...). Nous faisons partie de la **Coordination des Groupes Anarchistes (C.G.A.)** et sommes donc fédéré avec plusieurs groupes répartis sur toute la France.

Ras le bol des politiciens et des patrons qui vivent et décident sur nos dos. Luttons pour être maîtres de nos vies ! Venez discuter et pourquoi pas nous rejoindre pour lutter ensemble contre le système capitaliste, autoritaire et sécuritaire !

La résignation est un suicide quotidien.

Pour nous contacter :

groupedurruti@no-log.org - www.laplumenoire.org



Ecoles autogérées : quelques exemples

Dans les sociétés marchandes, l'école est la première marche de l'inégalité sociale. Le premier acte nécessaire est de l'ouvrir à tous/toutes sans exception, mais aussi d'amender le contenu et la forme, de manière général, car l'émancipation des individus sera incomplète tant que seront maintenus des programmes dont l'objet a cessé de répondre aux véritables besoins des hommes.

C'est pour cela qu'actuellement divers professeurs ont fait le choix d'établir une politique autogestionnaire et anti-autoritaire au sein de leurs classes. En proposant aux élève-e-s d'organiser des assemblées de classes où chacun-e peut choisir leurs règles et leurs applications. Il n'y a pas de note mais des évaluations par niveau (ceinture). Les élèves élaborent leurs programmes en fonction de leurs envies et leurs difficultés. Ils-elles apprennent l'entraide ... c'est le cas dans différentes écoles de banlieues où l'on aperçoit une large différence avec des méthodes dites « classiques ».

Certains lycées et collèges ont fait le choix de l'autogestion, comme le LAP (lycée autogéré de Paris) et celui de St Nazaire où les élèves participent aux actions et aux décisions qui se rapportent à l'établissement.

En 1993, l'école Bonaventure (Charente-Maritime) sera l'une des premières expériences pédagogiques autogestionnaires en France. Elle fonctionne avec une classe unique où les enfants apprennent à construire leurs savoirs en stimulant leur esprit de curiosité, toujours sur les bases de la solidarité, de l'égalité, de liberté des individu-e-s.

C'est parce que l'école des sociétés capitalistes modernes ne veut pas former des « citoyens » mais des serviteurs de l'Argent, que l'autogestion dans l'éducation (et ailleurs) devient une des alternatives nécessaires pour une autre conception sociale et politique de la société.

L'autogestion n'est pas une utopie : c'est une force de renouvellement et d'espoir !!!!

L'anarchie ? Le communisme libertaire ?



Les différents exemples de lieux permettant la transmission du savoir et fonctionnant en autogestion témoignent de la possibilité et du grand intérêt de ce mode d'organisation.

Mais on ne peut se satisfaire de ces seules expériences, enclaves dans la société actuelle.

En effet, apprendre à vivre libre, en étant maître de ses choix, en ne travaillant pas dans le but unique de s'intégrer sur le marché de l'emploi, apprendre à construire et à échanger des connaissances dans un esprit de solidarité, apparaissent comme contradictoires dans une société hiérarchisée et basée sur des valeurs de profits, de normes. C'est donc toute la société qu'il faut changer et non pas que l'éducation. Si quelques espaces autogérés nous permettent de mettre en pratique nos modes de fonctionnement, notre volonté reste de construire une société entièrement débarrassée de ses logiques de pouvoir, de contraintes de quelques uns sur les autres, de profits et de consommation à outrance. En opposition au système politique et économique actuel, nous proposons une organisation radicalement différente, le communisme libertaire.

Chaque jour, au sein de toutes les structures, le modèle hiérarchique nous condamne à subir l'autorité de nos supérieurs. Ainsi les individus, habitués à subir toute contrainte, ne peuvent pas exercer leur libre arbitre et sont obligés de se résigner.

A l'inverse, une société où tou-te-s participeraient aux prises de décisions permettrait à chacun de devenir maître et acteur de sa vie. Sans délégation de pouvoir, et donc sans l'institution d'organes décisionnels, nous pouvons nous organiser pour que l'égalité des droits, la liberté de choix et la justice sociale deviennent des réalités pour tou-te-s.

En effet, nous proposons de nous regrouper en fédérations, librement constituées par des personnes partageant le désir de vivre et agir ensemble. Au lieu de donner ou de laisser le pouvoir à une minorité qui œuvrera inéluctablement pour le garder et défendre ses intérêts, nous proposons que chacun participe aux prises de décisions. Au sein des différentes unions libres, l'élaboration collective de mandats, portés par un ou plusieurs individus, précis, contrôlés et révocables, permettrait de mettre en acte ou de porter les décisions collectives.

Ainsi nous pouvons nous passer de l'Etat, qui, quelle que soit sa tendance politique, s'organise pour garder son pouvoir et ses privilèges.

Les intérêts politiques et économiques, inextricablement liés, sont défendus par une minorité de la population, possédant le pouvoir et les richesses. Cette classe dominante utilise donc l'instrument de l'Etat pour asseoir son pouvoir et celui du système économique capitaliste pour accroître ses bénéfices et sa richesse.

Nous dénonçons leurs logiques de profits, responsables de toutes les inégalités et des aberrations de la production: celle-ci, au lieu d'être organisée selon les potentialités et les besoins de tou-te-s, l'est selon ce qui rapportera le plus d'argent au patronat, aux actionnaires. Ainsi la consommation à outrance est toujours plus encouragée, sans tenir compte des réalités humaines et écologiques. L'organisation des entreprises et la législation du travail permettent de fournir une masse corvéable et non revendicative, car divisée et précarisée.

Face à ces logiques, s'organiser nous mêmes autrement est nécessaire. Les richesses appartenant à ceux et à celles qui les produisent, il apparaît comme évident que les moyens de production soient à disposition de toutes et tous. Le travail, réparti entre tous selon les moyens de chacun, ne sera plus une soumission à

subir quotidiennement, mais relèvera des choix pris en commun. Ainsi différentes tâches pourront être assumées à tour de rôle, les horaires décidés collectivement... Si nous travaillons tous, en étant maîtres de nos conditions de vie, la quantité d'heures de travail sera bien plus faible qu'actuellement et ne prendra plus la forme d'une contrainte et d'un avenir incertain.

D'autant plus que la production, définie par la population, répondra aux besoins réels des individus, et non pas à ceux du marché, de la surproduction et du gaspillage. Les richesses et les services, répartis égalitairement, permettent largement à tou-te-s de vivre décemment, de se loger, de se nourrir, d'accéder aux soins.

Dans une société solidaire fondée sur l'entraide, les échanges et la redistribution au sein de la population des différentes productions remplaceront l'argent, les actions, les profits qui ne prennent sens que dans une société où certains s'enrichissent sur la misère des autres.

Loin de vouloir imposer un modèle de société tout prêt, nous sommes au contraire contre toute forme d'autorité. De ce fait, une organisation autogestionnaire ne peut pas être décrétée et appliquée. Nous ne pensons pas non plus qu'il faille attendre l'effondrement de la société actuelle, la généralisation de la misère ou l'installation du fascisme pour penser à mettre en place une autre société.

C'est au contraire chaque jour que nous luttons pour vivre enfin librement et égalitairement. Ainsi nos modes de fonctionnement dans nos actions, nos luttes, correspondent à ce que nous désirons vivre : pas de soumission à un pouvoir, prises de décisions collectives, mandats contrôlés et révocables.

Nous savons qu'il n'est pas évident de s'affranchir des schémas hiérarchiques et des normes de la société actuelle. C'est pourquoi nous voulons apprendre à vivre libre, en autogestion. Ainsi montrons dès aujourd'hui qu'il est possible de s'organiser autrement, sans chef ni intermédiaire, dans nos pratiques et dans nos luttes.



Agir dès aujourd'hui !

Il est évident que nous ne passerons pas du jour au lendemain d'une société capitaliste et autoritaire à une société autogérée. Il s'agit évidemment de ne pas attendre le « grand soir » mais bel et bien de mettre en place dès aujourd'hui nos alternatives sociales, Ne pas attendre un hypothétique moment de cristallisation révolutionnaire pour vivre nos idées.

Cette logique est d'autant plus forte qu'on ne supprime pas les relations de pouvoir dans les rapports sociaux par acte de force, d'autorité ou de violence. On ne peut évidemment pas forcer quelqu'un à gérer soi-même sa vie, le simple fait de le lui imposer étant en soit un acte d'autorité. Par contre la mise en place de fonctionnements autogérés, à quelque échelle que ce soit, et la propagation de cet exemple permet de montrer que ces systèmes fonctionnent, de familiariser les individus avec des types d'organisation qui ne sont ni innés, ni évidents, mais qui seul permettent d'échapper aux rapports de domination. Dans l'autogestion, la mise en place effective est le meilleur argument. ET c'est bien parce que nous refusons tout rapport de pouvoir que nous prônons ce système où l'organisation collective reste garante de l'absence de prise de pouvoir par un individu ou un groupe social.

Outre la mise en place de structures libertaires autogérées (librairies à l'instar de la plume noire, cantines, assemblées de quartier ou autre) c'est à travers les luttes sociales qu'il est possible de tendre vers ce projet de société. D'abord en prônant ce mode d'organisation pour la lutte elle-même : assemblées générales, mandat impératif et révocable, respect des décisions collectives et des choix individuels, refus des bureaucraties (syndicales ou autre) et des manipulations qu'elles mettent en place, finalement en faisant de la lutte l'image de la société que nous espérons en faire émerger.

Certaines luttes permettent d'aller plus loin. Par exemple la fermeture d'une entreprise peut permettre aux travailleurs en lutte d'occuper les lieux puis de relancer la production selon leurs besoins, organisée par eux comme ils l'entendent, à l'image de ce qui a pu se passer après la crise en Argentine ces dernières années. Ailleurs, chez les étudiants ou les lycéens, ce peut être l'occasion de mettre en place des alternatives aux structures en place : espaces de débats, cours non plus magistraux mais sous forme d'échanges sur un pied d'égalité de façon à casser les rapports hiérarchiques et les schémas habituels de transmission des connaissances. Le tout en prenant soin de laisser à tous un accès à la parole et à la décision, ce qui n'est pas nécessairement évident et spontané : tout le monde par exemple n'a pas la même facilité à s'exprimer en public.

Finalement nos modes d'actions ne doivent pas différer de la société que nous voulons produire. L'autogestion est un mode de lutte comme un but à atteindre. Lorsque les moyens diffèrent du projet de société, ces derniers tendent à devenir le type d'organisation de la société, en témoignent tous les exemples de communisme d'état du XXème siècle (URSS, Cuba, etc). Donner le pouvoir à quelqu'un dans une lutte, c'est lui permettre de le conserver par la suite, et quelle que soit la bonne volonté de l'individu en question l'humain reste faillible et éminemment sensible au pouvoir personnel, raison de plus pour empêcher que cela arrive. D'autre part les modes d'organisation sociaux ne sont jamais fixes et évoluent constamment, l'autogestion reste uniquement un principe de base permettant, obligeant même, à revoir régulièrement ces modes d'organisation en fonction des individus qui composent le groupe.

La société parfaite n'existe jamais, l'expérimentation seule peut nous permettre, sans cesse en mouvement, de nous en approcher.

LES PATRONS SONT-ILS INDISPENSABLES ?



Groupe Durruti / Coordination des Groupes Anarchistes - www.c-g-a.org
 c/o Librairie **La plume noire**, 19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon. Tel 04 72 00 94 10
 Permanences du Mercredi au Vendredi de 17h à 19h, le Samedi de 15h à 19h
 Le café libertaire est ouvert, à la même adresse, tous les Vendredis soirs de 21h à 01h, entrée par l'allée.
 Emission de Radio "idée noire" tous les mercredis de 20h à 21h sur le 102.2 de **Radio Canut**.